



Presse quotidienne nationale, régionale, départementale... :

MOBILISATION NATIONALE

pour la presse quotidienne d'information et ses emplois

NON PARUTION DES TITRES DATÉS DU 5 JUILLET

Constatant l'offensive concertée des éditeurs de la presse quotidienne, le Comité Exécutif National (CEN) de la Filpac-CGT vient de décider d'une journée sans presse le 5 juillet prochain.

Cette non parution vise à dénoncer et contester tous les plans sociaux actuels et à venir dans toutes les formes de presse (PQN, PQR, PQD...).

Notre exigence est d'obtenir une négociation nationale, avec un moratoire sur les licenciements et un plan d'urgence pour la presse, en lieu et place de l'actuel chantage à l'emploi que tente d'imposer les directions des différents titres de presse.

La situation est grave et nécessite que la profession se mobilise afin que la destruction des titres et le licenciement ne deviennent la norme sociale en presse. L'ancien président de la République et son gouvernement ont mis en œuvre une politique dévastatrice pour la presse dans laquelle tente de s'engouffrer les éditeurs de la presse quotidienne. Après le sort réservé aux salariés de *France Soir* et de *La Tribune*, les éditeurs rêvent du « grand soir » en prévoyant la suppression de plus de 2 000 postes en presse touchant de plein fouet des journalistes, des cadres, des ouvriers et des employés.

Dans ce contexte difficile pour les salariés des titres menacés, les directions ne reculent devant rien et les manœuvres vont bon train. Aucune autre alternative que la riposte pour contrecarrer cette volonté politique inique des éditeurs. La FILPAC-CGT et ses syndicats agissent au quotidien pour préserver les emplois de toutes et de tous, ainsi qu'une presse d'information de qualité.

Cette journée sans presse est bien le prologue d'un mouvement national qui annonce différentes étapes de mobilisations et de solidarité des salariés de l'information.

***Le 5 juillet, joignez-vous à cette journée
pour la défense de votre avenir.***

***Stoppons ensemble et définitivement ces plans sociaux
qui mènent des milliers de salariés vers le Pôle Emploi.***

Paris, vendredi 29 juin 2012